

Décoloniser. Préface à l'ouvrage "Une mauvaise décolonisation" Georges Labica ¹

25.Feb.06

Que veut dire décoloniser ? Au sens premier, classique, c'est abandonner un territoire occupé à la suite d'une conquête.

La décolonisation, entre les années quarante et soixante, a connu son heure de gloire et provoqué une célébration des vertus libératrices et démocratiques des anciennes métropoles, alias puissances coloniales. Consenties par accord réciproque, par négociation, par fatigue, ou arrachées par la force, les indépendances reconfiguraient le monde. L'Organisation des Nations Unies se voyait envahie de nouveaux venus. La France, en la matière, pouvait se prévaloir d'une riche et ancienne expérience, depuis le *Code noir* de Louis XIV jusqu'à l'Algérie. Cette mère-là avait décidément beaucoup de petits, dont Francis Arzalier établit impeccablement la liste, dénuée de tout humanisme. Mais perdre une guerre, comme ce fut le cas avec l'Algérie, ne signifie pas rompre tout lien.

Décoloniser ne se confond pas avec fermer la porte. Au contraire, en fonction des conjonctures économiques, -haute ou basse, on a eu affaire à deux types de situations. La première consistait à ponctionner, dans leur pays, des travailleurs à livrer aux entreprises, pour des emplois peu rémunérés, de la même façon que l'on avait massivement envoyé en première ligne des soldats de l'Empire durant les deux dernières guerres mondiales. La production, pas plus que la guerre, ne valait reconnaissance et, dans le second cas, même pas le droit à une retraite « du combattant » décente.

L'autre modalité, en partie seulement liée à la précédente, concernait le phénomène de l'immigration. Les ex-colonisés, chassés de chez eux par la misère sociale ou la persécution politique, venaient s'installer à plein temps, chez nous, avec femme, enfants, langue, culture et religion, qui paraissaient fort indigestes, à l'inverse de la cuisine, bien vite nationalisée, quant à elle, puisque le dernier des racistes se régalaient de couscous et que les enfants des écoles croyaient qu'il s'agissait là d'un plat typiquement national. Une sorte d'invasion à l'envers se produisait, le refoulé (colonial) faisant retour (en dépit de la décolonisation), et la forteresse (ex-colonisatrice) ne parvenant pas, malgré de nombreuses « politiques de l'immigration », de plus en plus draconiennes, à contenir le flux.

¹ Préface à l'ouvrage de Francis Arzalier, Olivier Le Cour Grandmaison, Pierre Tevanian, Saïd Bouamama, Une mauvaise décolonisation. La France : de l'Empire aux émeutes des quartiers populaires, Paris, Temps des Cerises, 2007

La chose devenait d'autant plus complexe que les immigrés en question n'étaient majoritairement plus des étrangers mais bel et bien des Français. Sans doute, se souciait-on d'établir et de protéger quelques frontières intérieures, celles des confinements à la fois spatiaux (« quartiers » ou « banlieues »), économiques (petits et sales « boulots », chômage), sociaux (dé- ou sous scolarisation), moraux (des « odeurs » au voile) et politiques (absence de représentation).

« Beurs » et « blacks » substitués « à rats » et autres « bougnoules », les bons vieux douars du bon vieux temps, à la disposition du riche colon, se reconstituaient au centre du pouvoir, cette fois. Le tout était pensé, ou mieux problématisé, sous la catégorie de l'intégration. Laquelle suppose des exclus, en fait inclus, et déjà intégrés, parfois de seconde ou troisième génération. Les ghettoïisations, discriminations et autres infériorisations toutefois provoquaient de véritables soulèvements en nombre et en intensité croissants.

Significativement et sans aucune retenue, les faiseurs d'opinion, -politiques et médiatiques, ressortaient alors le vocabulaire guerrier de la décolonisation : des émeutiers, en vérité de la *racaille* (*fellaghas* ?), à l'évidence manipulés, se livraient, dans les « quartiers », circonstance aggravante (NB comme on abrège « territoires » pour les Palestiniens), à des actes criminels, qualifiés de « violences urbaines », les « rurales » ne semblant pas devoir être prises en compte (pourtant : « Nous au village aussi on a de beaux assassinats », chantait Brassens). A l'obsessionnel souci de sécurité, dopé par son américanisation (Pierre Tévanian), répondaient de vigoureuses « opérations de police » et de « pacification », rajeunies en karcherisation, entraînant quelques « bavures » supplémentaires, et imposant une période de couvre feu, prévue précisément pour les « événements » d'Algérie et jamais appliquée. Les termes de « communauté » et de communautarisme » faisaient également florès, ramenés cependant au niveau le plus bas et le plus dépréciatif de leur signification : rien à voir avec « communauté internationale » ni « nationale », ni même « juive », cette dernière étant l'objet de toutes les sollicitudes. On pourrait aussi bien parler de « colonie », au sens de la « colonie » française de Lima, ou d'une « colonie » d'abeilles ou de castors.

Ce colonialisme intra métropolitain reproduisait un droit créant un « régime d'exception permanent » et consacrant l'infériorité de ceux qui demeuraient des indigènes, comme le rappelle Olivier Le Cour Grandmaison, qui cite Tocqueville : « Rien n'empêche absolument quand il s'agit des Européens, de les traiter comme s'ils étaient seuls, les règles que l'on fait pour eux ne devant jamais s'appliquer qu'à eux ». En clair : les immigrés non européens (et encore) et pas riches (à la différence du

cheikh saoudien) ne peuvent, même quand ils le sont, être reconnus comme Français à part entière.

Cela ne va pas mieux dans les têtes. La guerre d'Algérie, par exemple, simplement mesurée au silence qui l'entoure encore, à quelques exceptions près, ne peut pas être considérée comme terminée. L'audience du Front National est là pour en témoigner. Du côté de la droite, la proposition d'une loi qui ferait apparaître les aspects positifs de la colonisation va dans le même sens. Car le débat convenu sur l'éventualité d'une histoire officielle ne dissimule pas le souci de réhabilitation. Après tout l'esclavage aussi avait du bon : il permettait aux « nègres » de voir du pays, il les poussait dans la modernité et leur offrait même une case exotique ; de même le fascisme estimé plus clément que son homologue nazi (auquel d'aucuns trouveraient peut-être de bons côtés) et qui construisait de si belles autoroutes. Du côté de la gauche molle, il n'est que de rappeler la part qu'elle a toujours prise, depuis la Seconde Internationale, dans les aventures coloniales, pour juger bien peu sincères ses indignations actuelles.

La gauche qui se croit dure n'est pas en reste : tout en « comprenant » les révoltes périurbaines, elle ne s'en déclare pas solidaire, à cause de leur manque d'organisation et de revendications en forme ainsi que de leurs actes inconsidérés. Comme si cette supposée immaturité n'était pas elle-même constitutive d'un « mouvement populaire » spécifique, à apprécier donc en tant que tel. « Nous n'avons pas affaire à une violence nihiliste sans objet, mais à un discours social sur un vécu insupportable » (Saïd Bouamama).

Un double paradigme serait à associer à ce phénomène, celui du couple décolonisation-néo-colonialisme, le second terme faisant, au dire de spécialistes, « de la V^e République une république encore plus coloniale que la IV^e » (J. Copans ou J.-P. Dozon) ; et celui du statut des femmes dans la patrie si bien nommée des Droits de l'*Homme*, où leur égalité sans cesse proclamée se voit sans cesse bafouée.

A des degrés divers, immigrés, neo-colonisés et femmes (encore infériorisées au sein des deux précédentes catégories) possèdent un commun dénominateur : leurs quelques réussites individuelles plaident moins en faveur de la pseudo intégration qu'elle ne contribue à dénoncer les discriminations toujours reconduites qui les frappent collectivement.

La décolonisation n'a rien de l'achèvement historique d'une page tournée. Elle est un programme. De luttes.

Ce livre en fournit la démonstration.

Février 2006

